



Swissport

Merci, patron !? Merci, Gouvernement !?



Mille quatre cent soixante-neuf emplois rayés, d'un trait et par une communication sèche et froide au conseil d'entreprise. Swissport en faillite. Le rideau tombe sur l'emploi d'un peu moins de mille cinq cents personnes, jetant une ombre noire sur l'avenir d'autant de familles. Voilà la première entreprise dans le secteur du transport poussée à la faillite par la crise du Coronavirus. Malheureusement, ce ne sera sans doute pas la dernière.

Swissport a trompé son personnel

Il y a deux semaines, le management de la société avait annoncé, à l'occasion d'un conseil d'entreprise extraordinaire, que la situation était très grave. Le confinement et la crise dans le secteur de l'aviation étaient en cause. Toutefois, moyennant un effort de chacun, il avait souligné que Swissport pourrait tenir jusqu'à la fin de l'été, en attendant une reprise de l'activité au cours du deuxième semestre. Il a trompé le personnel ! Pour la petite histoire : Swissport avait d'ailleurs refusé d'interpeller le Gouvernement avec les autres syndicats et l'autre manutentionnaire actif sur l'aéroport, Aviapartner.

Avec huit CEO usés en deux ans, ce qui est à nos yeux un signe de mauvaise gestion, les attentes n'étaient déjà plus très grandes.

Le Gouvernement Wilmès en défaut

L'UBT avait insisté auprès du gouvernement, il y a quelques semaines, pour que ce dernier prenne des mesures en vue de venir en aide aux sociétés de manutention. Notre aéroport national est en effet bien plus que Brussels Airlines. La survie de Brussels Airlines est bien sûr importante pour l'aéroport, mais aussi pour les manutentionnaires (Aviapartner et Swissport) et les autres entreprises opérant sur et autour du tarmac. Mais le problème est encore bien plus vaste. N'oublions pas les entreprises de taxi, les compagnies d'autobus, les opérateurs, les entreprises de transport et de logistique...

elles aussi gravement touchées par la crise de l'aviation. Mais nous n'avons pas trouvé d'oreille bienveillante ni auprès du Gouvernement de pouvoirs spéciaux Wilmès ni auprès du ministre compétent Bellot. Aucun soutien donc pour les manutentionnaires. Soutien qui n'a d'ailleurs toujours pas été promis, même si les syndicats concernés ont déjà été reçus au cabinet de la Première ministre.

L'aéroport a également des torts

Depuis des années, BAC fait d'excellentes affaires. Contrairement aux sociétés de manutention, l'aéroport réalise, lui, des bénéfices. Les compagnies aériennes forcent les manutentionnaires à baisser toujours plus leurs prix, dans une folle course vers le bas, où les CCT et les conditions de travail sont d'importance secondaire. On raconte maintenant que ce même aéroport pourrait reprendre la manutention assurée jusqu'ici par Swissport. L'aéroport est coresponsable de la situation précaire des manutentionnaires et de la misère dans laquelle ils viennent d'être plongés. Pour l'UBT, il n'y a pas d'équivoque possible : il faut deux sociétés de manutention à Zaventem, ni plus ni moins ! De plus, il existe aussi une convention « Transfert de personnel ». Le personnel doit lui aussi être repris. Et tant qu'il n'y a pas de deuxième manutentionnaire, il doit être placé dans un « pool » grâce auquel il touchera un supplément en plus à ses allocations de chômage, et par lequel il pourra immédiatement être opérationnel en cas de reprise.

Union Belge du Transport

**FGTB UBT****Métiers en pénurie**

À LA RECHERCHE DE
5000 NOUVEAUX AVENTURIERS

www.enrouteverslaventure.be

Des milliers d'offres d'emploi dans les secteurs du **transport**

Chaque année une liste des métiers en pénurie est publiée. La recherche de chauffeurs de poids lourd demeure un énorme problème. « *Les informations recueillies auprès des employeurs indiquent que la pénurie est presque générale* », soulignait Wim Adriaens, administrateur délégué du VDAB, au mois de mars à l'occasion de la publication de la nouvelle liste des métiers en pénurie. Les partenaires sociaux mettent tout en œuvre pour attirer plus de travailleurs vers les secteurs du transport.

Cherchons 5.000 chauffeurs de poids lourd

« *Merci à tous les héros !* » La campagne organisée par la « Vlaamse Stichting Verkeerskunde » a également rendu hommage aux chauffeurs de poids lourd qui ont fait tourner ces derniers mois l'économie et le pays. Malheureusement, pour le métier héroïque de chauffeur de camion, il y a très peu de candidats.

Enrouteverslaventure.be

Le Fonds social Transport et Logistique a lancé le 16 mars dernier la campagne « En route vers l'aventure » à la recherche de 5.000 nouveaux chauffeurs de poids lourd pour les transports nationaux et internationaux. Geert Heylen, directeur « Formation » du FSTL : « *Nous tenons à souligner que le chauffeur de camion ne fait pas que conduire un camion. Il contrôle aussi la marchandise, prépare les livraisons et les trajets, commande les appareils de bord, charge et décharge le camion et s'occupe aussi de l'entretien de son véhicule. Et comme il entre en contact direct avec le client, il fait du même coup office d'ambassadeur de son entreprise.* ».

Sécurité d'emploi

Geert Heylen : « *Vu les 5.000 offres d'emploi, le candidat chauffeur n'est pas seulement sûr d'avoir un emploi, il a aussi la certitude qu'ils auront besoin de lui pendant de nombreuses années encore. Car des milliers de chauffeurs arrivent bientôt à l'âge de la retraite. Des milliers de chauffeurs qui devront être remplacés.* ».

75.000 visiteurs

Le site de la campagne a déjà accueilli plus de 75.000 visiteurs, mais la crise du Coronavirus a gâché quelque peu le plaisir. Geert Heylen : « *La campagne vise à toucher les candidats personnellement. Les candidats ont la possibilité de réserver un essai de conduite. Mais la crise Corona a momentanément perturbé cette initiative. Nous essayons à présent d'informer et d'enthousiasmer surtout par la voie digitale.* ».

” Nous n'avons pas trouvé d'oreille bienveillante ni auprès du Gouvernement de pouvoirs spéciaux Wilmès ni auprès du ministre compétent Bellot.

Les temps difficiles appellent des mesures sociales

Nous savons que la situation économique est dramatique suite à la crise du coronavirus. La Banque Nationale de Belgique évalue les pertes pour notre pays à plus de 50 milliards. Mais nous n'accepterons pas que ce soient à nouveau les travailleurs qui paient. Nous exigeons une amélioration des conditions de travail des gens du transport, qui furent essentiels pendant cette crise. Cela signifie à nos yeux un revenu décent et une amélioration de la protection sociale.

Notre sécurité sociale a été d'une importance cruciale pour surmonter la crise. Il ne peut donc être question de réaliser des économies ni sur la sécu ni sur le chômage. Le chômage temporaire a été nécessaire pour faire face à la crise sanitaire. Le régime du chômage devra aussi permettre de faire face au choc de la faillite de Swissport et d'autres entreprises. Nous n'accepterons donc pas que l'actuel ou le prochain gouvernement pratique à nouveau des coupes sombres !

Frank Moreels
Président de l'UBT
9 juin 2020